

Sonia Le Gouriellec

chargée d'études Afrique à l'IRSEM



Afrique : Défense et politique étrangère

NOVEMBRE 2014 – n°3

Les notes de veille « Afrique » de l'IRSEM proposent une sélection des analyses de chercheurs sur l'actualité africaine du mois écoulé en matière de défense et de politique étrangère.

Sommaire

| | |
|---------------------------------------|---|
| Transitions politiques..... | 1 |
| Violence, conflits et terrorisme..... | 3 |
| Politique étrangère | 4 |

Les analyses du mois de novembre sont largement consacrées à la chute du régime de Blaise Compaoré au Burkina Faso et aux répercussions de cette transition sur les autres chefs d'Etats du continent qui ont exprimé (ou pourraient le faire) leur volonté de réviser leur Constitution pour briguer un nouveau mandat.

Transitions politiques

Burkina Faso

La rapidité des évènements qui ont mis fin à vingt-sept années de pouvoir a surpris de nombreux observateurs. Les chercheurs ont donc essayé de comprendre pourquoi les dernières manifestations ont fait tomber le régime du Président Blaise Compaoré. L'extrême pauvreté est [citée](#) comme un facteur majeur. Les politistes ont également mis en évidence le [rôle des partis politiques](#), en particulier la prédominance du parti présidentiel dans les assemblées législatives. Celle-ci multiplierait [la probabilité de voir le mandat présidentiel prolongé](#). Le danger vient des défections et des dissensions au sein de ce parti, comme observé au Burkina Faso depuis janvier ([ICI](#)).

Pour [Romain Tiquet](#), doctorant en histoire de l'Afrique à la Humboldt Universität de Berlin, interrogé sur Africa4 : « *la confusion qui a régné au lendemain de la chute du régime de « Blaise » est à l'image des dissensions qui existent au sein de l'armée burkinabè depuis la fin des années 2000* ». L'un des principaux défis que devra relever le nouveau pouvoir en place sera justement de définir le rôle attribué aux forces armées. En effet, dans l'histoire burkinabè, elles ont toujours joué un rôle politique central et elles garantissaient la stabilité, rappelle [Valérie Arnould](#) (*Egmont – the Royal*

Institute for International Relations). Quant au rôle des forces de police : « *il faut (...) garder en tête que les forces civiles de police ont toujours été marginalisées dans un pays où culture politique et culture militaire sont intimement liées* ».

La chute de Blaise Compaoré est aussi l'occasion de revenir sur ses années de pouvoir. Pour les historiens [Jean-Pierre Bat et Vincent Hiribarren](#) : « *il est sans aucun doute l'un des derniers héritiers des relations franco-africaines des années 1980, sollicité et longtemps défendu par Paris* ».

Selon [Landry Signé](#), quatre raisons expliquent la chute du régime burkinabé : la lenteur de la démocratisation (pour aller plus loin, lire [ICI](#) et [ICI](#)), l'importante mobilisation populaire, la division des forces de sécurité et le faible soutien international. [Andrew G. Reiter](#) (*Mount Holyoke College*) part des travaux de la *Freedom House* selon lesquels il existerait près de 25% d'États « non libres » dans le monde. Une statistique stable depuis la fin de la guerre froide. Cette persistance des régimes non démocratiques s'expliquerait par un ensemble de facteurs. Les régimes autoritaires actuels sont souvent issus de luttes révolutionnaires ou de mouvements de libération et seraient plus résilients. Le facteur économique doit également être pris en compte. Ainsi, les succès de la Chine et de la Russie en font des modèles attrayants. Enfin, le dernier facteur serait la diminution des efforts occidentaux de promotion de la démocratisation, notamment après l'échec irakien. Ainsi, la [sécurité serait devenue prioritaire sur la démocratisation](#) dans la politique étrangère américaine.

Un ensemble d'analystes interroge les répercussions des événements burkinabés sur le reste du continent. [David Stasavage](#) constate que la longévité présidentielle est plus élevée dans les États d'Afrique centrale et australe (Cameroun, Angola, Guinée équatoriale) où la rente principale provient du pétrole. [Ken Opalo](#) rappelle que depuis 1990, onze chefs d'États d'Afrique subsaharienne ont tenté de réviser la durée du mandat présidentiel. Sept y sont parvenus (Burkina Faso, Tchad, Gabon, Guinée, Namibie, Togo et Ouganda) et trois ont échoué (Malawi, Nigeria, Zambie). Au Niger, les tentatives de Mamadou Tandja ont provoqué un coup d'État. La République démocratique du Congo est également citée par Hanna Ucko Neill, de l'*International Institute for Strategic Studies* (IISS). Ce chercheur compare la situation du Burkina Faso à celle de la RDC car Kabila pourrait être tenté par un troisième mandat ([ICI](#)).

[Rachel Beatty Riedl](#), l'auteur de « [Authoritarian origins of Democratic Party Systems in Africa](#) » se demande si la démocratie peut émerger de ce type de bouleversement. Les transitions politiques, de l'autocratie vers la démocratie, interviennent en général avec un degré de violence plus élevé. La phase de transition elle-même peut créer des contestations dans la démocratie naissante ou lorsqu'un [nouveau régime](#) prend le dessus, surtout s'il est autoritaire. Rachel Beatty Riedl démontre que la chute des régimes autoritaires a offert l'opportunité d'une grande réforme du système politique. Ainsi, de véritables démocraties peuvent émerger d'un vide politique. Les exemples les plus parlants sont, selon elle, le Bénin, la Zambie, le Malawi et le Mali.

[Zachariah Mampilly](#) met en évidence l'existence de [trois grandes vagues de contestations en Afrique](#). Le Burkina Faso appartiendrait à une troisième vague. La première concerne les manifestations nationales des années 1950 qui ont abouti aux indépendances. La deuxième vague englobe les manifestations en Afrique de l'Ouest, du milieu des années 1980 au début des années 1990, à la suite des mesures d'austérité imposées par les institutions internationales (Banque Mondiale et Fond

monétaire International). La troisième vague aurait débuté en 2005. Le chercheur a ainsi étudié 90 soulèvements populaires dans 40 pays d'Afrique depuis cette date. Ces mouvements n'ont pas provoqué une attention aussi importante que celle consacrée aux soulèvements en Egypte et en Tunisie. Pourquoi ? Selon Zachariah Mampilly et [Adam Branch](#) les changements politiques en Afrique sont considérés comme le résultat de conflits violents ou d'interventions extérieures. Les Africains seraient considérés comme trop ruraux, trop ethnicisés ou trop pauvres pour pouvoir mener de telles transformations politiques.

Enfin, le Conseil de Paix et de Sécurité de l'Union africaine a estimé que le renversement de Blaise Compaoré « *n'était pas un cas classique de changement inconstitutionnel de gouvernement mais plutôt une expression « du droit des peuples à se soulever pacifiquement contre des systèmes politiques oppressifs »* » rapporte le [dernier Rapport sur le Conseil de Paix et de Sécurité](#). En effet, ces dernières années, l'Union africaine s'est montrée ferme à l'égard de ces changements inconstitutionnels de régime par la mise en place d'une politique de sanctions, suivie par le reste de la communauté internationale. Néanmoins, pour [Vera Songwe](#), de la Brookings, elle peut aller plus loin.

Mali

Alors que les dernières négociations tenues à Alger entre autorités de Bamako et les mouvements rebelles du Nord-Mali ont échoué et que de nouveaux pourparlers sont prévus début 2015, [l'International Crisis Group](#) revient sur l'évolution politique du Mali et formule ses recommandations. Selon l'ONG, « *la résolution du conflit passe par l'articulation complexe d'intérêts divergents qui touchent à la sécurité du Sahara, à la nature de l'Etat malien et aux équilibres locaux entre des communautés divisées* ».

Togo

Amandine Gnanguênon, Paulin Maurice Toupane et Eso-Wèdeou Gnamke de *l'Institute for Security Studies* publient [une étude](#) sur les élections à venir au Togo et proposent une série de recommandations pour sortir du blocage politique.

Violence, conflits et terrorisme

Dans un nouvel article consacré à Boko Haram, [Cristiana Barrios](#) (*European Union Institute for Security Studies*) revient brièvement sur les actions du groupe au Nigéria au cours des dix dernières années. Elle présente également les principaux objectifs et les tactiques du groupe, avant de critiquer la réponse du gouvernement à cette menace. Elle invite ainsi les Etats Occidentaux à « aider le Nigeria à s'aider lui-même » notamment face à la crise socio-économique qu'il traverse. Dans le même ordre d'idée, le *Council on Foreign Relations* publie « [US Policy to Counter Nigeria's Boko Haram](#) ». L'auteur, John Campbell, explique pourquoi la lutte contre Boko Haram devrait être une priorité pour le gouvernement américain. Il propose une série de mesures pour que les États-Unis puissent aider le gouvernement nigérian à atténuer les causes qui alimentent le soutien populaire à

l'insurrection. Enfin, dans notre dernière note de veille, nous mentionnions une étude des statistiques de la mortalité liée à Boko Haram. Le chercheur Gérard Chouin a attiré notre attention sur l'existence d'une autre base de donnée, d'origine française celle-là : [NigeriaWatch](#). Cette base, lancée par Marc-Antoine Pérouse de Montclos, est alimentée par une équipe de quatre chercheurs nigériens travaillant sous l'égide de l'Institut Français de Recherche en Afrique (IFRA-Nigéria). Parmi les études statistiques récentes, Gérard Chouin a co-dirigé : « [Body count and religion in the Boko Haram crisis: Evidence from the Nigeria Watch database](#) ». Cette étude est extraite de l'ouvrage en ligne " [Boko Haram: Islamism, politics, security and the state in Nigeria](#)".

Au Soudan du Sud : « *moins le gouvernement sud soudanais contrôle son territoire, plus il devient autoritaire* » [constate James Copnall](#). Le Soudan du Sud n'a pas su gouverner et a manqué à ses obligations. Pour sa part [Namaa Al-Mahdi](#) revient sur le conflit en cours au Darfour. Elle explique l'importance cruciale du tribalisme au Soudan et ses effets sur la société et sur la vie politique du pays.

Pourquoi la Guinée-Bissau est devenue un narco-Etat ? Depuis quinze ans le trafic de cocaïne est devenu une ressource majeure de l'économie du pays. Pour [Toby Green](#), enseignant-chercheur à *King's College* (Londres), spécialiste des pays côtiers de l'Afrique de l'Ouest et de l'histoire de l'esclavage, il existe un lien entre les politiques d'ajustement structurel des institutions internationales (FMI, Banque Mondiale), la diminution des rentes pour les cadres politiques et le recours au trafic de drogue. Le chercheur conclut : « *le commerce de cocaïne peut être considéré comme un moindre mal par rapport à la guerre totale que l'on peut trouver dans des pays aux conditions structurelles similaires* ».

L'*Institute for Security Studies* revient sur le rôle de la composante civile et police dans la régulation des conflits en Afrique, notamment au sein de l'architecture de Paix et de Sécurité. L'[étude](#) rappelle l'importance de développer des structures, des politiques et des mécanismes afin de permettre le déploiement d'opérations de maintien et de soutien à la paix conduites par l'Union africaine.

Politique étrangère

Aline Leboeuf et Hélène Quenot-Suarez [analysent la politique africaine de la France sous François Hollande](#). Après avoir analysé l'évolution du processus décisionnel français, les deux chercheurs de l'Institut français des Relations Internationales concluent au renouvellement de la politique française mais à la persistance de « l'impensé stratégique » de cette politique qui n'existerait que de façon « *implicite, non formalisée, et prend[rait] une forme ad hoc, en réaction aux événements et grâce aux efforts ponctuels de redéfinition lors d'événements comme le sommet de l'Élysée* ».

Retrouvez cette note ainsi que les précédentes sur le site de l'IRSEM [ici](#).